

Protocole relatif à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication applicable pendant la campagne électorale

Ces dispositions, exclusivement applicables pendant la campagne électorale, sont communes aux quatre types de scrutins prévus pour les élections professionnelles du 6 décembre 2018 (comités techniques, commissions administratives paritaires, commissions consultatives paritaires).

I- DISPOSITIONS GENERALES :

Pendant la campagne électorale, les dispositions générales relatives à l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication demeurent applicables.

A/ CADRE RÉGLEMENTAIRE :

Il est défini par :

- les principes posés par la **CNIL** ;
- le **protocole d'accord entre la Commune et le Département et les organisations syndicales représentatives pour l'utilisation des technologies de l'information et de la communication** en date du 26 juin 2007 ;
- la **charte de bon usage des ressources informatiques et des systèmes d'information de la Ville et du Département de Paris**.

B/ PRINCIPES FONDAMENTAUX :

Les principes fondamentaux sont :

- L'engagement de Ville de Paris à respecter le principe du secret de la correspondance syndicale, de la confidentialité du contenu des listes de diffusion élaborées par les organisations syndicales. La Ville de Paris ne modifie en aucun cas le contenu des messages ou des pages sur les sites Intranet dont la responsabilité relève des organisations syndicales.
- La responsabilité des organisations syndicales en ce qui concerne les informations ou prises de position qu'elles décident de rendre publiques.
- Tout message adressé par les organisations syndicales à destination des agents doit partir de l'Intranet et non de la messagerie destinée uniquement aux relations avec un nombre limité d'adhérents et de sympathisants du syndicat.
- Aucun message relevant de l'activité syndicale ne doit être envoyé à partir d'une boîte personnelle du type prénom.nom@paris.fr.
- Chaque agent doit pouvoir choisir de recevoir ou de ne pas recevoir l'information syndicale. Par conséquent, l'information syndicale doit systématiquement comprendre la possibilité de se désabonner.

II- DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA CAMPAGNE ELECTORALE

La campagne électorale s'achève le **5 décembre 2018 à 23h59**.

La Ville de Paris et les organisations syndicales s'engagent à mettre en œuvre et à respecter les dispositions suivantes :

A/ ACCÈS À L'INTRANET

Chaque organisation syndicale qui a manifesté son intention de déposer des listes pour les élections se voit proposer l'ouverture d'un accès à l'Intranet.

Les organisations syndicales représentatives conservent leur accès à l'Intranet.

Les organisations syndicales non représentatives se voient proposer l'accès à l'intranet à compter du mois de mai 2018 pour leur permettre de commencer le travail de préfiguration de leur site puis à compter du 1er septembre 2018 pour envoyer des messages.

Pour l'ensemble des organisations syndicales, l'accès à l'intranet emporte adhésion aux conditions de mise à disposition, de fonctionnement et d'utilisation, concernant le site intranet et la messagerie en application à la Ville.

B/ ENVOI EN MASSE

Il s'agit de l'envoi d'un message à un ensemble de personnes dotées d'une adresse électronique et ayant accepté par avance de recevoir ce message. La Ville de Paris met à la disposition de chacune des organisations syndicales qui a manifesté son intention de déposer une liste de candidature, un outil de création et de gestion de lettres d'information.

La Ville mettra également à leur disposition une liste contenant les adresses de messagerie, la direction d'affectation et le corps ou l'emploi de l'agent. Par dérogation et à titre exceptionnel, la Ville de Paris réinitialise pour la campagne électorale cet outil avec l'ensemble des adresses de messagerie des agents de la Ville de Paris de manière à permettre à ces organisations syndicales de proposer aux agents une information syndicale qui comprend la possibilité de se désabonner.

Site et messagerie ne peuvent servir de support à des forums de discussion ou de chat. Le principe des « chaînes » et des pétitions électroniques est également interdit.

Tous les types d'envois en masse doivent être faits à partir de l'intranet et ne peuvent pas être diffusés à partir de la messagerie interne. Les boîtes aux lettres dont disposent les organisations syndicales ont vocation à être utilisées prioritairement pour la vie interne des syndicats, notamment pour la correspondance individuelle avec leurs adhérents et sympathisants, et ne peuvent servir pour envoyer des messages à l'attention de services administratifs (bureaux, services, directions...).

C/ FORMATION À L'UTILISATION DU LOGICIEL LUTECE

Chaque organisation syndicale qui a manifesté son intention de déposer des listes se voit proposer une formation à l'utilisation du logiciel LUTECE pour trois de ses membres afin de lui permettre d'utiliser les fonctionnalités de l'application.

En se fondant sur les formations proposées par le catalogue des stages de qualification professionnelle 2018, un programme de formation adapté aux organisations syndicales est mis en œuvre. Il est destiné à l'initiation d'une part, et au perfectionnement d'autre part. La possibilité de suivre les deux modules est dès lors ouverte à trois personnes par organisation syndicale. Les modules sont organisés en groupes de niveaux (débutants et perfectionnement). Un même agent peut bénéficier des deux modules.

D/ TRAITEMENT DES INFRACTIONS

En cas de non-respect par une organisation syndicale de l'une des dispositions du protocole, l'administration peut prononcer des sanctions graduées, proportionnées selon la gravité de l'infraction, après respect d'une procédure contradictoire.

Ces sanctions peuvent consister en un avertissement écrit à l'organisation syndicale. En fonction de la gravité du non-respect des dispositions du présent protocole ou de la réitération des manquements, la sanction peut porter sur la suspension des accès au réseau informatique, propriété de l'administration, pour une durée maximale d'un mois.

En cas de persistance des manquements, l'espace dédié à la communication syndicale peut être définitivement fermé pour l'ensemble de la période électorale.

Ce document est soumis pour avis.